



**AgEcon** SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Le 1er congrès international d'économétrie

Michel Petit, M. Jean-Marc Boussard

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Petit Michel, Boussard Jean-Marc. Le 1er congrès international d'économétrie. In: Économie rurale. N°66, 1965. pp. 68-75;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1965.2609>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1965\\_num\\_66\\_1\\_2609](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1965_num_66_1_2609)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

# LE 1er CONGRES INTERNATIONAL D'ECONOMETRIE

par M. PETIT

Chargé de Recherches à l'I.N.R.A.

et J.M. BOUSSARD

Assistant à l'I.N.R.A.

---

Le premier congrès de la société internationale d'économétrie s'est tenu à Rome, du 9 au 15 septembre dernier. On trouvera ci-après quelques informations sur ceux des travaux présentés qui sont le plus susceptibles d'intéresser un économiste rural.

## **Vue générale sur les sujets abordés : prédominance des constructeurs d'outils.**

Les sujets abordés étaient extrêmement variés. Cela tient à ce que l'économétrie est une science dont les limites sont mal définies, puisqu'on y inclut toute étude économique comportant, pour une raison ou pour une autre, un développement mathématique ou statistique. Mais elle a ouvert aussi un nouveau domaine à la recherche mathématique, car la résolution des problèmes économiques a nécessité la création d'outils mathématiques différents de ceux qui existaient jusqu'ici. C'est pourquoi, en reprenant une expression de l'école de Cambridge, on peut distinguer, parmi les économètres, les fabricants d'outils et les utilisateurs.

En pratique, la plupart des communications au congrès de Rome relevait plutôt de la première catégorie. Les économistes ruraux, au contraire, appartiennent plutôt à la recherche. Mais la distinction entre fabricant et constructeur d'outils n'est après tout qu'un aspect de la division du travail. Si l'on veut quantifier les relations économiques entre les agents du secteur agricole, ou entre le secteur agricole et les autres secteurs, il faut être informé des outils disponibles, et savoir les utiliser. Il est donc important pour les économistes ruraux de prendre connaissance de l'état actuel des préoccupations des "constructeurs d'outils". Dès maintenant, on peut envisager l'utilisation, dans les recherches, de certaines techniques d'investigation nouvelles ou améliorées.

Cependant, pour quelques-unes des communications, la distinction ne s'applique pas. Il s'agit alors d'études de théorie économique utilisant directement le langage mathématique. C'est pourquoi, dans la suite de cet exposé, nous commencerons par donner un aperçu des communications de type "économique" les plus intéressantes, pour nous étendre ensuite un peu plus sur celles qui étaient relatives aux outils.

## **Communications de théorie économique**

Ces communications avaient trait, pour la grande majorité, aux théories de l'équilibre général. Beaucoup étaient liées au modèle de croissance équilibré de Von Neuman (lequel est à son tour, on le sait, une généralisation du modèle de Walras, rendu "opérationnel" grâce à l'utilisation des tableaux d'échanges inter-industriels de Leontieff).

D'autres portaient sur les questions monétaires. Signalons, en particulier, un modèle relatif à la théorie quantitative de la monnaie, dû à Maurice Allais (France) dont les prévisions semblent s'accorder remarquablement avec les faits observés. Dans le domaine de l'économie géographique, citons une étude de K.A. Fox, sur l'implantation des centres commer-

ciaux en zone rurale, compte tenu des coûts de transports des marchandises et des consommateurs.

Toutefois, les résultats les plus directement applicables aux problèmes qui nous préoccupent actuellement (l'étude de l'offre agricole) nous ont paru être relatifs au comportement du sujet économique en situation d'information incomplète. On sait que deux questions se posent à ce moment : comment un homme "rationnel" doit-il se comporter lorsqu'il ne possède pas toute l'information désirable sur les conséquences des actions qu'il lui est possible d'entreprendre ? Comment les sujets économiques se comportent-ils en fait ? L'intérêt d'obtenir des réponses satisfaisantes à ces questions, lorsqu'on se préoccupe

de conseiller les agriculteurs ou de prévoir leurs réactions, est évident. Peu après la seconde guerre mondiale, un groupe d'acheteurs américains (parmi lesquels Morgenstern, von Neuman, Savage, Marschack), avait tenté de résoudre le problème, en construisant des fonctions d'utilité des perspectives aléatoires. Ceci suppose la vérification d'un certain nombre d'hypothèses sur la forme des fonctions retenues, et sur la façon dont les sujets économiques opèrent leurs choix. Plusieurs communications du congrès de Rome étaient relatives à l'étude de ces hypothèses.

Hans Schneeweiss (Allemagne) a présenté la relation générale que doit vérifier une fonction de l'espérance mathématique et de la variance d'un gain gaussien pour être compatible avec la théorie des choix. José Encarnacion (Philippines) a montré que l'un des axiomes de Savage était incompatible avec un ordre lexicographique des préférences (1). Karl Bosch (Norvège) s'est efforcé d'expliquer le comportement des sociétés anonymes quand elles distribuent des dividendes à leurs actionnaires, en faisant l'hypothèse qu'elles cherchaient à maximiser une

fonction d'utilité compatible avec les axiomes de l'école américaine. Il s'agit donc là d'une tentative de vérification a posteriori de la validité de ces axiomes.

John Bosson et Donald D. Hester (Etats-Unis) se sont posé des problèmes analogues, l'un en construisant un modèle de comportement des opérateurs en bourse (pour rechercher "l'indicateur de risque" qui semble influencer le plus les détenteurs de portefeuille), l'autre en cherchant à expliquer les variations de la composition de l'actif dans les bilans des caisses d'épargne du Middle West aux Etats-Unis.

Enfin, mentionnons quelques études sur l'économie de l'organisation. L'initiateur en la matière est Jacob Marschack. Le problème est le suivant : étant donné un ensemble de centres de décision tel que l'échange d'information entre les centres soit coûteux, déterminer les règles de décisions que doivent suivre chacun d'eux pour maximiser le profit de l'ensemble. Ce type de problème peut se présenter dans l'étude des ensembles intégrés, et se trouve donc être de grande actualité en économie rurale.

## Communications sur les outils mathématiques du calcul économique

On peut distinguer deux grandes familles de modèles économétriques. Les uns sont basés sur l'induction statistique. Les autres sur ce que l'on est convenu d'appeler la "programmation", qui consiste à rechercher le maximum d'une fonction de plusieurs variables, ces variables devant vérifier une série de "contraintes".

L'amélioration de la "puissance" des modèles qui appartiennent à chacun de ces deux types pose des problèmes mathématiques particuliers. Ceux-ci ont fait l'objet des communications dont nous donnons ci-après un résumé.

### Les modèles de programmation

On sait qu'ils se présentent sous la forme générale suivante : étant donné un ensemble d'inconnus

$$\bar{x} = x_1, \dots, x_i, \dots, x_n$$

en nombre fini, déterminer  $\bar{x}$  de telle sorte que :

$$f(\bar{x}) = \text{maximum (ou minimum)}$$

et que  $g_k(\bar{x}) \leq$  ou  $\geq 0$  avec  $k = 1, 2, \dots, n$

(1) Par exemple, si le sujet exclut a priori toute stratégie qui ne lui assure pas un gain minimum avec une probabilité minima, alors on doit rejeter l'hypothèse suivant laquelle si, dans un certain nombre de cas possibles, différentes stratégies conduisent au même gain, l'ordre de préférence entre ces stratégies est indépendant de la valeur de ce gain.

Depuis 1945, on sait parfaitement résoudre ce problème, à condition que  $f(x)$  et  $g(x)$  soient linéaires par rapport à l'ensemble des  $x_i$ . Bien que l'outil ainsi constitué soit extrêmement utile pour construire des modèles (en particulier des modèles d'exploitation agricole), il est évident qu'il était fort avantageux de pouvoir s'affranchir de cette contrainte de linéarité. Depuis quelques années, les recherches engagées dans cette direction ont abouti à permettre la résolution des programmes quadratiques, dans lesquels  $f(x)$  et  $g(x)$  peuvent être de la forme :

$$\sum_i \sum_j c_{ij} x_j x_i$$

et des programmes en nombres entiers, dans lesquels certains, au moins, des  $x_i$  sont assujettis à ne prendre que des valeurs entières.

Parmi les communications du congrès de Rome qui traitaient soit de l'utilisation, soit de l'amélioration de ces outils, nous citerons les suivantes.

Dan Yaron (Israël) a présenté un modèle de concurrence inter-régional, destiné à rechercher l'allocation optimale de l'eau d'irrigation pour l'agriculture israélienne. La prise en considération de l'élasticité de la demande des produits agricoles par rapport aux prix imposait au programme d'être quadratique.

A. Charnes et W.W. Cooper (Etats-Unis), après un résumé des travaux effectués sur les programmes linéaires "aléatoires", ont affirmé être en mesure de résoudre le problème suivant : étant donné un programme linéaire dont les coefficients de la fonction

économique suivent une loi de probabilité connue,

déterminer  $\bar{x}$  de telle sorte que  $f(\bar{x}) = \text{maximum}$ , et que :

$$P [ f(\bar{x}) \leq z_0 ] \leq p_0 \quad (2)$$

$z_0$  et  $p_0$  étant fixés à l'avance.

Une telle possibilité serait fort précieuse dans le cas des modèles d'exploitations agricoles, en permettant d'introduire des "contraintes de revenu minimum".

R.L. Graves (Etats-Unis) s'est attaché à l'amélioration de l'algorithme de Gomory pour la résolution des programmes en nombres entiers. On sait que beaucoup de problèmes d'investissement dans l'exploitation agricole se posent en terme de variables discrètes (par exemple, l'achat d'un tracteur). L'existence d'un algorithme viable pour résoudre ces problèmes sera donc une aide précieuse aux économistes ruraux.

Cependant, la communication de loin la plus intéressante était celle de A.V. Fiacco et G.P. Mc Cornick. Ces auteurs ont exploité sur machine un algorithme de résolution du problème général, qui exige

seulement que  $f(\bar{x})$  et les  $g_k(\bar{x})$  soient pourvus d'une dérivée seconde continue par rapport aux  $x_i$ . Les temps de calcul sont très faibles sur IBM 7 040 et 7 090 (il est vrai, pour des problèmes de dimension assez réduite,  $i \leq 10$ ,  $k \leq 10$ ). Une telle innovation peut être considérée comme révolutionnaire, car elle permet de traiter à peu près tous les cas qui peuvent se présenter (3). On notera, en particulier, que les auteurs affirment avoir résolu de la sorte les problèmes pour lesquels le domaine des solutions possibles dans l'espace euclidien multidimensionnel des activités n'était pas convexe. Il reste à déterminer quelles

formes peuvent avoir les fonctions  $g_k(\bar{x})$  et  $f(\bar{x})$  pour que les temps de calcul ne soient pas prohibitifs.

### Les modèles basés sur l'induction statistique

Le grand problème statistique posé par ces modèles est celui de l'estimation des paramètres, le point crucial étant la recherche des propriétés statistiques des différents estimateurs proposés.

---

(2) C'est-à-dire que la fonction économique soit supérieure, avec une probabilité donnée  $p_0$ , à un niveau donné de revenu minimum  $z_0$ .

(3) Les hypothèses de continuité et de dérivabilité ne sont probablement pas très gênantes, car il est possible de trouver des fonctions continues et dérivables qui s'approchent de très près des fonctions discontinues utilisées dans la pratique.

### L'estimation des paramètres

Il se trouve que ces propriétés sont assez bien connues lorsque la taille de l'échantillon est grande, mais on sait fort peu de choses dans le cas de petits échantillons, qui sont pourtant la règle générale en matière de recherches économiques. T.M. Brown (Australie) a présenté des formules de calcul de la matrice de covariance des paramètres estimés sur de petits échantillons, mais ceci ne permet pas de juger toute l'erreur d'estimation parce qu'en général les estimateurs sont biaisés. G. Fisher (Grande-Bretagne) a présenté une méthode générale d'estimation regroupant plusieurs méthodes existantes sans toutefois s'attaquer au problème des petits échantillons.

Un autre point abordé par plusieurs auteurs a été celui des *estimateurs Bayésiens*. Les estimateurs Bayésiens résultent de la prise en compte de ce qui est appelé la distribution de probabilité a priori du paramètre, cette distribution représentant ce que l'observateur sait a priori sur le paramètre. S'il ne sait rien, cette distribution est la distribution uniforme, toutes les valeurs du paramètre étant équiprobables a priori.

A. Zellner et H. Thornber (Etats-Unis) ont montré, dans certains cas précis, le grand intérêt de ces estimateurs. Pourtant ceux-ci soulèvent encore beaucoup d'objections de la part de certains statisticiens qui considèrent que la distribution a priori est un concept beaucoup trop subjectif et donc dangereux. Cependant les développements féconds en matière de théorie de l'information que cette approche a permis nous incitent à accepter une définition "subjective" de la probabilité et par suite la statistique Bayésienne.

Les problèmes d'estimation posés par les modèles à retards échelonnés ont été abordés par D. Bear (Etats-Unis) et Y. Mundlak (Israël), mais nous ne pensons pas que leurs communications constituent des apports importants sur ce projet.

Une difficulté notable de l'estimation des paramètres dans des cas concrets est due au fait que les hypothèses généralement admises sur la distribution du terme aléatoire de chaque équation sont rarement vérifiées.

En particulier, on observe souvent une autocorrélation sur les résidus. D. Bachelet et G. Morlat (France) ont présenté une communication fort intéressante dans laquelle ils proposent des modèles avec équations à deux aléas ; l'un cumulatif, l'autre passager (4). Ils ont étudié les propriétés statistiques de leur modèle avec une seule équation et montré son utilité en l'appliquant à la prévision de la consommation d'électricité en France. Cette approche très "statistique" (elle ignore l'effet de la plupart des variables

---

(4) Dans ce cas l'autocorrélation précédemment mentionnée est prise en compte par l'aléa cumulatif.

économiques sur la chronique étudiée) semble fructueuse pour les prévisions à court terme et l'analyse de conjoncture. Pendant ces courtes périodes, l'effet de variables explicatives est souvent noyé dans de multiples causes de variations du même ordre de grandeur.

### *Applications :*

Plusieurs communications portaient sur des modèles économétriques à équations simultanées de diverses économies. G. Frown (Etats-Unis) a présenté le modèle de l'Institut Brookings qui comprend plus de 300 équations et plus de 1 000 variables. Ce modèle est le résultat de la coopération de plusieurs universités américaines et de cet Institut. Il semble donner

de bons résultats et les diverses simulations présentées à Rome devraient être très utiles pour éclairer les décisions de politique économique.

D. Suits (Etats-Unis) a présenté le célèbre modèle de l'université du Michigan qui fonctionne depuis plusieurs années et dont les performances sont remarquables. T. Uchida (Japon) et V. Cao-Pinna (Italie) ont présenté des modèles de leurs économies nationales respectives. Ceux-ci semblent également en mesure de rendre des services utiles.

En tant qu'économistes ruraux, ces modèles nous intéressent dans la mesure où ils permettent de mesurer certaines relations liant le secteur agricole aux autres secteurs de l'économie. C'est plus particulièrement le cas du modèle de l'Institut Brookings puisqu'il inclut explicitement un sous-modèle agricole ; celui-ci a été construit par K. Fox.

## **Conclusion**

A l'issue d'un tel congrès, peut-on essayer de faire le point, de porter un jugement sur l'état actuel de l'économétrie ? Une telle tâche est bien ambitieuse et il serait présomptueux de nous juger suffisamment qualifiés pour cela. Pourtant il est essentiel de savoir dans quelle mesure l'économétrie peut nous être utile en économie rurale. Les avantages de son utilisation compenseront-ils les coûts qu'elle implique ? Ces coûts sont en effet loin d'être négligeables non seulement parce que les modèles consomment du temps de calcul sur machines électroniques, mais surtout, parce que leur utilisation exige que les chercheurs disposent d'une formation mathématique et statistique adéquate.

Une impression d'ensemble recueillie à Rome a été que le degré d'élaboration mathématique de beaucoup de modèles présentés dépassait largement le niveau de l'analyse économique. Est-ce à dire que ces modèles ne sont que des jeux de l'esprit qui ne peuvent pas intéresser le chercheur engagé dans la recherche de solutions aux vrais problèmes posés à notre société ? Nous ne le pensons pas, car cela signifierait que l'analyse économique ne peut dépasser le stade qualitatif. Or, s'il est impossible d'envisager de quantifier des phénomènes, sans avoir, au préalable, essayé d'en pénétrer l'essence, il est certain, aussi, que la plupart des décisions de politique économique porte sur des grandeurs mesurables, et peut s'exprimer par l'affectation d'une valeur à certains paramètres. Préciser les relations entre les grandeurs mesurables de l'économie est donc une tâche que l'économiste ne saurait éluder.

Dans ces conditions, le caractère élaboré des outils mathématiques utilisés en économétrie ne fait que refléter la difficulté de traduire en relations logiques toutes les nuances de l'analyse économique. Si les résultats obtenus peuvent paraître insuffisants, c'est que l'élaboration n'est pas assez poussée (5).

Néanmoins, ces réflexions ne doivent pas faire oublier que les outils existants sont susceptibles de rendre de grands services, et que leur efficacité dépendra beaucoup des utilisateurs. Il existe encore des marges de progrès appréciables en ce domaine comme l'indiquent les enseignements des modèles de l'Institut Brookings et de l'Université de Michigan. L'amélioration de l'utilisation des programmes linéaires comme modèles d'exploitations agricoles est une autre illustration du rôle essentiel joué par les utilisateurs d'outils.

Ce point de vue a des conséquences importantes pour l'action tant en ce qui concerne l'orientation des recherches que la formation des chercheurs. Le développement des outils économétriques est tel qu'il est possible, et par suite nécessaire, de quantifier un certain nombre de relations en économie rurale. Ces recherches impliquent que les chercheurs connaissent les outils qu'ils emploient et n'aient pas peur de sortir des sentiers battus pour introduire dans leurs modèles une analyse économique assez fine. Ceci ne sera possible qu'après que le chercheur sera bien familiarisé avec l'utilisation de l'outil économétrique employé.

Par ailleurs, la connaissance d'outils mathématiques implique un niveau de formation mathématique et statistique supérieur à celui d'un ingénieur agronome ou d'un licencié es sciences économiques. Nous soulevons là un grave problème qui dépasse largement notre compétence mais dont on ne saurait trop souligner l'importance.

---

(5) Remarquons du reste qu'élaboration n'est pas synonyme de complication. Les programmes linéaires sont des outils très élaborés, mais aussi très simples. On peut penser que de nouveaux progrès dans l'élaboration permettront de diminuer la complexité actuellement très grande de beaucoup de modèles.

## BIBLIOGRAPHIE ANALYTIQUE

MAINIE (PH.). — *Calcul économique en agriculture — Application des programmes linéaires et des jeux*. — Paris, Dunod, 1965, 179 pages. Préface de G. MORLAT, conseiller scientifique à l'E.D.F. Bibliographie de 11 pages. Index alphabétique.

Cet ouvrage se propose de faire connaître à un public dépassant les seuls spécialistes, les ressources des méthodes nouvelles de calcul économique applicables à l'agriculture. Pour dissiper préjugés et illusions, il fallait à la fois rappeler les principes de cette science en pleine évolution qu'est la théorie de la décision, faire ressortir les exigences croissantes de rigueur que demande la gestion des activités agricoles à tous les échelons, montrer enfin comment certains problèmes étaient résolus avec une appréciation de l'intérêt et des limites des méthodes correspondantes.

Le plan choisi par l'auteur consiste à progresser vers des décisions de plus en plus délicates en raison d'une information de moins en moins sûre. Ainsi sont examinés successivement, après un rappel sur la recherche opérationnelle et le calcul économique, d'abord le cas d'une décision unique dans un cadre déterministe connu, au niveau de l'entreprise puis de la région et de la nation, ensuite le cas de décisions successives, avec prise en compte d'un avenir incertain, enfin le cas de l'incertitude résultant de la présence d'adversaires à comportement mal connu.

Chaque situation est illustrée d'exemples traités pour l'essentiel à partir de la méthodologie propre à la programmation linéaire, sauf à la fin de l'ouvrage où est introduite la théorie des jeux, comme généralisation des situations précédentes.

On pourrait peut-être reprocher à l'auteur de n'avoir pas poussé assez loin l'analyse de ce qui, dans la programmation linéaire, est simple application de principes de validité beaucoup plus générale et ce qui est inhérent aux propriétés mathématiques et algorithmiques d'un programme linéaire. Dans le même ordre d'idée, il semble difficile de considérer que la prise en compte de données incomplètement connues doive se faire presque uniquement par l'assouplissement et l'élargissement du cadre de la programmation linéaire, en particulier par paramétrisation des données. Les approches plus directes sont souvent possibles (nous pensons à tout ce qui concerne la gestion des stocks et les files d'attente, et même aux bonnes vieilles fonctions classiques de production dont tout l'intérêt pratique est loin d'être épuisé), mais leur rattachement à la théorie des programmes linéaires, bien que non dépourvue d'intérêt, risquerait d'introduire quelque confusion dans des esprits

n'ayant pas une très forte culture mathématique en leur laissant croire que la programmation linéaire est le mode privilégié de traitement de tous les problèmes de décision économique. D'autre part, l'introduction de la théorie des jeux garde, nous semble-t-il, un intérêt qui reste encore plus théorique et philosophique que proprement pratique. Son évocation dans un ouvrage qui se montre par ailleurs très soucieux d'efficacité pratique, fait ressortir peut-être plus nettement l'analyse insuffisante dont nous parlions ci-dessus.

A ces critiques mineures, l'auteur peut sans doute rétorquer que l'analyse que nous réclamons n'a pas encore été faite de façon très satisfaisante même par les auteurs qui font déjà autorité.

Il faut en particulier dire qu'une telle analyse progressera en même temps que sera mieux évaluée la portée pratique de cet outil de calcul qu'est la programmation linéaire. Enfin, reconnaissons-lui le mérite d'avoir le premier tenté un classement dans une méthodologie en évolution rapide et encore peu connue des praticiens. Tel quel, ce classement fait réfléchir et fera progresser nos connaissances et nos méthodes. Le livre de Ph. Mainié est l'un de ceux qu'un économiste rural ne peut ignorer.

(G. Séverac)

MALGRAIN (Y.). — *L'intégration agricole de l'Europe des Six*. — Paris, éd. Cujas, janvier 1965. Collection "Marchés et structures agricoles", 235 pages.

Cet ouvrage décrit le laborieux établissement du Marché commun agricole. Un doute est émis sur l'utilité des rouages mis au point pour le fonctionnement du Marché commun agricole, car aucune politique agricole commune n'a encore été définie.

L'auteur souligne d'autre part que l'expérience agricole européenne pose désormais le problème de l'organisation économique de l'agriculture sur le plan mondial.

Le livre comporte trois parties :

La première partie traite des données structurelles de l'intégration agricole de l'Europe des Six :

— le cadre juridique est constitué par le Traité de Rome dont les dispositions agricoles particulières sont dues aux conditions du commerce mondial des produits agricoles, et aux conditions même de l'économie agricole qui nécessitent une intervention systématique et permanente des Etats ;

— les données économiques et techniques ressortent du bilan de l'application du traité de Rome, et d'une analyse de la situation de l'agriculture dans la C.E.E.

La deuxième partie traite des problèmes d'organisation intérieure du Marché commun agricole. Les mécanismes d'une politique agricole commune élaborés après les décisions de Bruxelles posent dès leur mise en application le problème d'un renforcement institutionnel de la Communauté.

Lié à ce problème de la supranationalité, un autre problème est abordé, celui de l'établissement d'une programmation européenne — ou du moins d'objectifs à long ou moyen terme — concernant les prix, le niveau de vie des consommateurs, l'emploi... Il ne faut pas trop compter sur l'établissement de "conditions de concurrence non faussées" pour régler tous ces problèmes.

Autre problème important, celui de la préférence communautaire. Est-ce du protectionnisme ? L'auteur ne le pense pas, dans la mesure où les cours mondiaux n'ont aucune signification, dans la mesure où les Etats-Unis, parmi beaucoup d'autres pays "libres-échangistes", ont des tarifs douaniers passablement élevés.

La troisième partie traite des relations extérieures de la C.E.E. L'auteur étudiant le problème de l'adhésion possible de la Grande-Bretagne au Marché commun, remarque que les négociations ont échoué à cause des questions agricoles. Etudiant ensuite les relations du Marché commun avec les pays-tiers, et singulièrement avec les Etats-Unis, l'auteur souligne l'intérêt et l'inquiétude que suscite à ces pays, l'établissement d'un marché commun agricole en Europe, marché qui occupe le premier rang mondial pour les importations de produits agricoles.

Désormais avec la première phase de la "négociation Kennedy", un pas est fait vers l'organisation mondiale du marché des produits agricoles — bien que le cadre du G.A.T.T. ne convienne peut-être pas ? — Et il faut souhaiter que cesse enfin l'affolante situation d'une surproduction agricole toute relative des pays développés face à (et peut-être à cause de) l'immense misère du Tiers-monde.

L'influence des problèmes extérieurs sur l'intégration agricole de l'Europe des Six justifie cette troisième partie, fort importante par ailleurs par les problèmes qui y sont posés.

Cependant au terme de notre lecture nous restons interrogatifs. Que l'expérience agricole européenne soit un "modèle", ou même "un début", pour une organisation mondiale des marchés agricoles, voilà qui n'est pas certain du tout.

De même nous pouvons douter que cette expérience agricole européenne mette en jeu le destin même du Marché Commun.

(A.M. Jouve)

GERVAIS (M.), SERVOLIN (C.), WEIL (J.). — *Une France sans paysans*. — Editions du Seuil, 125 pages.

Ce livre très court, lisible comme un roman, ne laissant dans l'ombre aucun problème important, est une réussite. Mais, comme les auteurs sont inconnus du grand public, l'éditeur aurait pu les présenter mieux qu'en indiquant seulement qu'ils sont agronome, économiste et statisticien, âgés chacun de moins de 35 ans.

Une des principales idées conductrices de l'ouvrage est le retard de notre agriculture dans la course au progrès : c'est en effet avec cinquante ans de retard sur l'agriculture britannique qu'elle prit un bon départ vers 1750 dans la révolution fourragère. Et si, par exemple, le Second Empire a été un stimulant notamment par un certain libre-échangeisme, le protectionnisme de Méline est, selon Augé-Laribé, dont nos auteurs reprennent de perspicaces observations, « le moment où notre route agricole quitte la route qui monte pour prendre celle qui descend ». Au demeurant, l'agriculture et l'industrie ont commencé à stagner ensemble. Et l'ouvrage rappelle le programme, déjà anachronique, élaboré en 1842 par Auguste Mimerel, le fondateur de la première Confédération du Patronat Français. Résumé par Priouret dans "Les origines du Patronat français", il comprend ces trois recommandations : l'industrie française ne doit pas normalement se préoccuper de l'exportation ; il faut fermer nos frontières aux marchandises étrangères et limiter les investissements.

De Méline, en sautant un bon chapitre sur « les paysans gagnés par le progrès » à partir de 1945, passons à "l'ère pisanienne". Excellente distinction, appuyée par des cartes entre *les trois agricultures françaises* : la plus évoluée, de type capitaliste, préoccupée de prix, d'organisation des marchés, de commercialisation ; l'arrière-garde de petits paysans, population vieillie encore pléthorique, en marge du progrès ; entre les satisfaits relatifs et les désespérés, la masse de paysans petits et moyens, qui veulent concilier le progrès et les valeurs de l'exploitation artisanale sous l'influence de divers mouvements de masse, presque tous issus du courant jaciste.

Dans les *vagues de protestations* de 1961, ces trois agricultures agissent différemment : « en somme les départements dominés par les polyculteurs avides de progrès sont à la tête des manifestations, les régions en retard suivent le mouvement et les régions d'agriculture moderne se contentent de lui apporter un soutien souvent tardif ».

Malgré les efforts conjugués des pouvoirs publics (avec les deux lois d'orientation agricole de 1960 et de 1962, celle-là sous Pisani) et de la profession (dans laquelle les auteurs soulignent le rôle important des "Jeunes Agriculteurs"), « en 1965 l'agriculture française n'est pas encore parvenue à harmoni-

ser ses techniques et ses structures ». Mais n'est-ce pas un mal universel, comme viennent de le montrer les deux journées d'Etudes du C.N.J.A. ?

C'est ici que 25 pages d'un dernier chapitre nous conduisent inéluctablement, semble-t-il, puisque « la seule généralisation des techniques permettrait sans doute un doublement du volume de la production » et que « la production croît sans cesse, tandis que diminue la population agricole active », à une France sans particularisme paysan, bref une France sans paysan.

Conclusion peut-être un peu rapide ? D'abord, est-ce certain que le triomphe des techniques, l'industrialisation partielle de l'agriculture, l'extension des villes suppriment l'autonomie de la condition paysanne ? Celle-ci n'est-elle pas inhérente au travail et à la vie dans la nature, qui impose encore quelques impératifs, si violente qu'elle soit par la civilisation industrielle ?

Et puis, ces jeunes auteurs gardent un silence étonnant sur l'Europe. Ne peut-on l'imaginer bientôt fédérée, associée au reste du monde agricole par des accords internationaux, visant notamment à satisfaire les besoins, non solvables actuellement, du tiers monde de la faim ? Alors la population agricole, pléthorique aujourd'hui, de nos exploitations trop petites ou situées dans des zones excentrées représenterait-elle encore « une force de travail surnuméraire dont le secteur agricole n'a pas besoin ? » Et si nous laissons périr davantage ces zones, nos partenaires ne nous demanderont-ils pas de s'y établir, au nom de leur pression démographique plus forte que la nôtre et de leur insuffisance d'espace ?

La coopération agricole a-t-elle dit son dernier mot ? Ne peut-elle stimuler la formation des hommes, grouper leurs exploitations, la commercialisation de leurs produits, pallier l'exiguïté des structures de façon à conjurer ce que la paysannerie ressent comme un péril : le "tous salariés" ?

Sans tomber dans le ridicule de Méline annonçant en 1950 un exode urbain vers les campagnes à cause de la surproduction industrielle, faut-il croire que l'urbanisation à 80 % en 1985 sera définitive ? L'allure démentielle de la centralisation autour de Paris et de quelques grandes villes, au détriment de l'immense désert économique qui s'étend d'Orléans à Pau et de Bordeaux au Rhône, ne pourrait-il susciter une réaction au profit même de ce genre de vie paysan, en apparence condamné par l'évolution actuelle ?

(Raoul Browne)

DIETERLEN (Pierre). — *L'idéologie économique*. — Paris, éditions Cujas, 1964.

Voici un livre qui ne sera pas bon à mettre entre toutes les mains. Il est impie, comme Socrate, en qui Monsieur le Professeur Dieterlen puise son inspiration. Il est parfois cruel, quand il peint la science

économique, "coquette, ridée et fardée, avec des charmes galvaudés, mais agissants", quand il parle du bien commun, du plan, du rendement social, "manifestations d'une pensée assertirique, tantôt comminatoire, tantôt incantatoire", quand il analyse les effets bénéfiques des erreurs de calcul économique. Les jeunes gens bien intentionnés qui pensent, en embrassant une carrière économique, combiner harmonieusement leur volonté de puissance avec leur désir de faire le bien pourront être désillusionnés par l'étude des sources de l'incompatibilité entre rationalité pensante et rationalité agissante.

En revanche, ceux qui s'efforcent seulement de rechercher la vérité pourront faire leur nourriture de cet ouvrage qui, constatant que "l'économie politique n'est ni discours sans queue ni tête, ni discours entièrement cohérent", s'efforce de délimiter la frontière entre "ce qui peut se comprendre" et ce que l'on est obligé de croire pour agir, le critère, en la matière, étant que toute volonté de croire est une raison de douter.

On notera en particulier la critique de l'analyse de Pareto. Celle-ci, bien que presque toujours apodictique, a l'inconvénient de se limiter à la pure logique du choix, alors que le champ économique est celui de « l'unique dialectique des intérêts et des forces en présence ». On étudiera avec profit les chapitres consacrés aux "voies de l'harmonisation", qui ne peut se réaliser par le jeu de pseudo lois, parce que le temps économique n'étant pas le même que le temps physique, il n'y a pas de lois économiques analogues aux lois physiques. Elle ne peut intervenir que par l'intermédiaire de mutations de flux, qui apparaissent au sein d'un temps hétérogène, si bien que « la clairvoyance consiste à discerner l'interférence des temps et leurs discordances... Le pouvoir consiste à les faire concorder, non point — ce qui s'obtient seulement par chance — en prenant la décision opportune au moment opportun, mais en s'arrangeant à rendre opportune la décision et opportun le moment où elle est prise ».

On se délectera enfin, avec un discours un peu précieux et paradoxal, qui doit beaucoup au 18<sup>ème</sup> siècle, qui fait trop volontiers peut-être étalage d'érudition, mais qui toujours charme et souvent éblouit, comme la "suite de petits grains de pur métal" dont parlait Causewitz.

(J.M. Boussard)

CEPEDE (M.), WEIL (G.). — *L'Agriculture*. — Paris, Presses Universitaires de France, 1965, Collection L'Administration Française, 526 pages.

Après avoir brossé un rapide tableau de l'agriculture française, les auteurs décrivent dans une première partie, l'origine, la vie et le rôle dans la nation, de l'administration de l'agriculture. C'est en fait, l'histoire du Ministère de l'Agriculture ("jeune départe-

tement" quant à sa naissance, mais "très vieille maison" quant à son origine), illustrée des principales missions qui lui ont été confiées.

On retrouve la même méthode d'analyse dans les trois parties suivantes consacrées, sous le quadruple titre de l'historique, des principales missions, de l'évolution et des perspectives d'avenir, à ces grands services, "les piliers maîtres de l'Administration de l'Agriculture", que sont ou plutôt qu'étaient les Eaux et Forêts, le Génie Rural et les Services Agricoles, dont la fusion, à l'échelon départemental tout au moins a été réalisée par un décret du 26 Mars 1965 qui a organisé les directions départementales de l'Agriculture.

La cinquième partie concerne la direction des Affaires professionnelles et sociales, dont l'énonciation des principales attributions suffit à montrer l'importance, sur le plan économique et social, non seulement pour le présent, mais surtout pour l'avenir de l'Agriculture en France : institutions sociales, structures agricoles, marchés agricoles.

L'extrême diversité des missions, des actions, des services même, "qui n'apparaissent pas nécessairement liés en une unité administrative appelée Ministère de l'Agriculture", amène les auteurs, dans une dernière partie (les options, les conflits, les problèmes), à se demander si "un tel département" est nécessaire, si un tel Ministère doit demeurer ou devenir celui des agriculteurs, voire des ruraux, se transformer de plus en plus en un "Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture". Se trouvant ainsi "désenclavé" du secteur professionnel, un tel Ministère acquerrait ainsi, en même temps qu'une sérénité indispensable, l'autorité qui doit s'attacher à un département de la puissance publique.

A défaut de solutions précises aux différentes questions soulevées, le lecteur trouvera dans cet ouvrage suffisamment d'éléments pour prendre conscience de la complexité et des difficultés particulières des problèmes qui se posent aux responsables à tous les degrés de l'agriculture française.

(S. Hospital)